

Alexandre Dubcek, C'est l'espoir qui meurt en dernier

Légende: Dans ses Mémoires, Alexandre Dubcek, ancien premier secrétaire du Parti communiste de Tchécoslovaquie, explique son refus de croire, en été 1968, à l'éventualité d'une intervention militaire de l'Union soviétique pour mettre fin aux réformes dites du "Printemps de Prague".

Source: DUBCEK, Alexandre. C'est l'espoir qui meurt en dernier, Autobiographie. HOCHMAN, Jiri (sous la dir.). Paris: Fayard, 1993. 450 p. ISBN 2-213-03088-X. p. 242-243.

Copyright: " C'est l'espoir qui meurt en dernier"
autobiographie de Alexandre Dubcek

(c) Librairie Arthème Fayard, 1993

URL: http://www.cvce.eu/obj/alexandre_dubcek_c_est_l_espoir_qui_meurt_en_dernier-fr-1dd76425-dfa1-4aad-8fd4-79dfdbf212b3.html

Date de dernière mise à jour: 03/07/2015

Alexandre Dubcek, *C'est l'espoir qui meurt en dernier*

[...]

L'estimation que j'avais faite des intentions soviétiques s'était révélée fausse. Je m'efforçais de comprendre pourquoi je m'étais aussi lourdement trompé à leur égard.

Il m'était apparu dès 1964 qu'on n'avait pas écarté Nikita Khrouchtchev simplement parce qu'il était vieux et malade, comme on le prétendait. Mais, en poursuivant ses réformes phénoménales, il avait fait aussi pas mal de zigzags, commis pas mal de brutalités, et je comprenais que son propre Politburo et son CC aient pu se retourner contre lui pour des raisons qui n'étaient pas toutes politiques. Quatre ans plus tard, en 1968, il était encore difficile de déterminer jusqu'où irait le Politburo de Brejnev pour annuler les réformes de Khrouchtchev. Je n'étais pas loin de partager l'avis des experts les plus autorisés à l'Est comme à l'Ouest en pensant qu'ils ne visaient pas un abandon total des mesures déjà prises à l'intérieur et à l'extérieur. L'invasion changea tout cela.

Au cours des mois précédents, j'avais eu tendance à attribuer l'hostilité qu'ils manifestaient à l'égard de nos réformes à leurs expériences historiques et à leur environnement culturel différents plutôt qu'à un rejet prémédité du principe même. Jusqu'au dernier moment, je n'avais pas cru que leurs dirigeants lanceraient une attaque militaire contre nous pour détruire et renverser notre évolution. Pour moi, c'était tout simplement inconcevable, contraire à l'idée la plus profondément ancrée que je me faisais du système de valeurs qui, je le pensais du moins, devait présider aux relations entre pays socialistes. Il me fallut l'expérience personnelle décapante des jours et des mois à venir pour comprendre qu'en fait j'avais affaire à des gangsters.

Toute comparaison avec la Hongrie de 1956 me paraissait simplement absurde. D'abord, les temps avaient changé. Pendant les dix années qui avaient suivi, les Soviétiques avaient fait de grands efforts pour se présenter comme des adversaires conséquents de l'agression, prônant avec véhémence la coexistence pacifique entre les nations. Allaient-ils décider de détruire cette image soigneusement composée en commettant une agression aussi éhontée, et contre leur propre allié ? Ensuite, la Tchécoslovaquie de 1968 n'était pas la Hongrie de 1956 ou de 1918. Contrairement à cette dernière, elle ne s'était pas alliée avec Hitler ; elle avait au contraire été une des premières victimes de l'agression nazie et comptait parmi les membres fondateurs des Nations unies. Les répercussions internationales d'une attaque non provoquée contre elle seraient bien pires, et je ne pensais pas que les Soviétiques passeraient outre.

J'admets que mon raisonnement était naïf, enraciné comme il l'était dans la bienveillance et la simple décence. En milieu civilisé, les victimes ne s'attendent pas à un hold-up, et jusqu'à quelques minutes avant minuit ce jour-là je croyais encore que les relations dans le camp « socialiste » étaient essentiellement civilisées. A coup sûr, la dernière chose que j'attendais, c'était de voir une réunion de présidium s'achever par la traque et l'enlèvement de la moitié de ses membres, moi-même compris.

Que je n'aie pas été capable de prévoir ce qui allait se passer peut s'expliquer en partie par le fait que nous savions extrêmement peu de chose sur les dirigeants soviétiques. Nous ignorions, en particulier, quels étaient les pouvoirs que Brejnev avait déjà réunis entre ses mains en tant que secrétaire général et quels étaient ceux qu'il devait encore partager avec les autres. Après tout, Khrouchtchev avait mis quatre ans à stabiliser sa situation.

[...]